

la Manche

à Gauche

L'hebdo de la Fédération du PCF - numéro 20 - Jeudi 23 Mars

L'actu à ne pas manquer

Rassemblements spontanés contre le 49-3

Suite à l'annonce d'E. Borne, des milliers de personnes se sont spontanément rassemblées à Coutances et à Cherbourg pour dénoncer ce nouveau coup de force du Gouvernement. Déjà minoritaire dans l'opinion publique et dans la rue, Macron a choisi la brutalité pour imposer sa réforme antisociale.



La Chute de Jupiter

Voilà donc un président « arc-bouté » contre son propre pays. Le fiasco est tel qu'il était souligné ces derniers jours dans la presse étrangère. Le fumeux « en même temps » prétendument de droite et de gauche est aux yeux de tous et de toutes de droite et de droite. Macron qui fut surnommé « Jupiter » a enfilé les vieilles hardes des politiques autoritaires en se parant des plumes de paon de la modernité. Le pacte démocratique qui lie un président au pays est rompu. **Emmanuel Macron ment quand il affirme que les électeurs avaient approuvé son programme et en particulier la réforme des retraites.** Plus des deux tiers des Français y sont opposés et, au premier rang, celles et ceux à qui il rendait hommage pendant la crise sanitaire, les premiers de corvée opposés aux premiers de cordée, censés faire ruisseler la richesse.

Contre lui, les jeunes, les rassemblements spontanés dans toutes les villes de France où des interventions policières injustifiées, selon les termes même de Philippe Martinez, voudraient donner à voir partout des extrémistes. Contre la réforme, face au déni démocratique. Contre lui, une unité jamais vue depuis des années, une vision des syndicats renouvelée dans l'opinion. A cause de l'arrogance de Macron c'est l'image même de la politique qui est abîmée durablement, une part de la représentation nationale s'est coupée du pays, le gouvernement est discrédité. Les jours à venir, notamment vont peser lourd. **La parole est au peuple.**

(texte rédigé à partir d'un éditorial de Maurice Ulrich dans l'humanité)

«Le travailleur libre qui se rend au marché libre pour y vendre sa peau doit s'attendre à être tanné.»

Karl Marx

Le dessin de la semaine



Emparons nous du référendum d'initiative partagée La lutte continue

C'est un outil prévu par l'article 11 de la constitution. Une proposition de loi signée par 252 élus a été déposée vendredi, afin d'organiser un **référendum d'initiative partagée (RIP)**. Cet outil donne la possibilité de soumettre, au bout d'un long parcours, une proposition de loi au référendum. visant à empêcher de fixer l'âge légal de départ au delà de 62 ans.

Comme l'explique Fabien Roussel «pendant cette bataille qui va durer 9 mois, la réforme est suspendue» **LE RIP SUSPEND L'APPLICATION DE LA LOI**

Il faut collecter 4,7 millions de signatures Toutes et tous ceux qui sont mobilisés depuis des mois contre cette réforme injuste doivent se mobiliser dans les entreprises, dans des réunions publiques; dans toutes les communes et dans chaque quartier, dans tous les rassemblements qui vont continuer le succès de cette démarche dépend de nous.

LE SUCCÈS DE CETTE DÉMARCHÉ DÉPEND DE NOUS



"Incroyable"

L'irruption de syndicalistes sur les plateaux de télévision permet parfois de faire tomber les masques. Ce 8 mars, c'est sidérée que j'ai entendu Élie Cohen m'interpeller sur le fait que faire l'égalité salariale reviendrait «à vivre au-dessus de nos moyens» et à «creuser la dette de l'économie française». Un 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, il fallait oser. Ce d'autant qu'il s'est permis, pour ce faire, de m'interrompre avec un interrogatoire en règle sur les chiffres de l'économie française. Quand on a son rond de serviette dans toutes les émissions de télévision et que l'on peut se targuer d'être directeur de recherche au CNRS, pourquoi se priver de faire la leçon à une femme, syndicaliste CGT qui plus est ?

Patriarcat, mandarinat et mépris de classe, le combo gagnant. Et comme pour monsieur Cohen, les affaires sont au-dessus des lois, il ignore délibérément ces dernières. **L'égalité salariale n'est pas une option. C'est une obligation depuis cinquante ans, non appliquée faute de sanction.** L'égalité salariale est surtout indispensable pour garantir l'indépendance économique des femmes, pour leur permettre de faire leurs choix de vie sans dépendre de leur père, de leurs frères ou de leur conjoint. Alors oui, l'éga-

lité salariale doit évidemment être financée par le patronat, car tout travail mérite salaire, même celui des femmes ! Incroyable mais vrai ! Et comme **il ne s'agit évidemment pas de baisser les salaires des hommes, ce financement doit être assuré en prenant sur le coût du capital, qui nuit à l'investissement et au dynamisme de notre économie.**

Monsieur Cohen est bien placé pour connaître le poids des dividendes dans l'économie française, puisqu'il a longtemps été administrateur d'EDF, de Sopra Steria et de Pages jaunes, notamment avec de généreux jetons de présence. Il sait qu'**à Sopra Steria, par exemple, les dividendes ont augmenté de 34 % en 2022, après avoir augmenté de 60 % en 2021. Il sait aussi que les dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 ne cessent de battre des records pour atteindre 80 milliards en 2022 et représentent plus du quart de la masse salariale de ces entreprises. Soit exactement ce qu'il faudrait pour mettre fin au «quart en moins» qui pénalise les femmes.**

De nombreuses études ont démontré que, en outre, contrairement à l'augmentation astronomique des 500 plus grandes fortunes françaises (passées de 200 milliards à 1 000 milliards en dix ans !), **l'augmentation des salaires des femmes aurait un bénéfice immédiat pour l'économie française. L'égalité salariale augmenterait les cotisations versées à la Sécurité sociale et résoudrait l'intégralité du déficit invoqué par le**

gouvernement pour justifier sa réforme des retraites. Elle générerait davantage de consommation, moteur de l'économie française. Et elle permettrait à la collectivité de limiter l'enveloppe des aides sociales (aides au logement, prime pour l'emploi...) qui viennent compenser les salaires trop faibles de nombreuses femmes.

L'égalité salariale se heurte aujourd'hui à un violent blocage patronal, qui a besoin de continuer à surexploiter les femmes pour préserver les profits. Et à la démission des dirigeants politiques, qui cèdent à tous les chantages patronaux et n'ont jamais le courage de leur imposer aucune obligation, en matière d'égalité femmes-hommes comme sur d'autres sujets, d'ailleurs. **Loin d'être anecdotique, cette sortie confirme que, contrairement à ce que l'on entend parfois, l'égalité entre les femmes et les hommes est tout sauf une question «tarte à la crème». C'est un sujet central dans l'opposition avec le capital.**

Sophie Binet

Secrétaire Générale CGT UGICT

Du nouveau côté santé

L'agglomération du Cotentin s'engage à déployer un centre de santé et deux voire trois antennes pour répondre à l'accélération des départs de médecins.

C'est un objectif de 12 médecins généralistes et de 3 équipes de soins primaires qui a été fixé.

Le département, le centre de santé de Cherbourg, des élus du Cotentin seront associés au comité de pilotage qui se réunira en Avril.

Le maillage envisagé pourrait donner une nouvelle impulsion aux nombreux projets citoyens développés dans la Manche.

La médecine salariée est une alternative pour réduire la fracture sanitaire et l'aggravation des inégalités d'accès aux soins.

Entrez dans l'action avec le PCF

- Je souhaite recevoir chaque semaine ce bulletin
- Je participe aux actions de la NUPES avec les communistes
- J'adhère au PCF

Nom & prénom : _____

Téléphone : _____

Adresse postale : _____

Une publication éditée chaque jeudi par le



Inscrivez-vous gratuitement à la newsletters MAG
pcf50@orange.fr